



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques

Volume 2, numéro 3

Janvier-Mars 2019

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/>

**LA POLITIQUE ETRANGERE NORD-COREENNE ET LES RELATIONS
INTERCOREENNES. RADIOSCOPIE D'UNE REUNIFICATION IMPOSSIBLE**

Rigobert KABWITA KABOLO IKO et Patrick LOSSONGO LOSSIYO

Respectivement Professeur d'Universités et Chef de Travaux à l'Université Pédagogique, Chercheurs
Associés à l'IRGES, Kinshasa-RDC

RESUME

La Corée du Nord doit changer puisque l'avenir n'est plus ce qu'il était. Il est différent tout au moins dans la mesure où son rapport avec le présent est essentiellement nouveau. La politique étrangère nord-coréenne est dominée par le même genre de fatalités et d'alternatives qui avaient conditionné son passé. Maintenant, les différences sont profondes. La réunification coréenne ne sera pas un produit du hasard ou de forces cachées dont les deux Corées ignorent l'existence. Des événements extraordinaires, comme la rencontre entre Kim Jung un et son homologue sud-coréen Moon Jae-In peuvent changer la nature de rapports de forces entre les deux Corées. Cependant, l'enjeu est trop élevé pour nous laisser entraîner par des spéculations de ce genre dans nos raisonnements. Cet article cherche à éclairer la logique du futur de relations intercoréennes d'une façon plus objective et plus réaliste. Les deux Corées sont face à leur futur à l'échelle globale, elles ont le futur complètement dans leurs mains. L'invention de l'avenir est la plus importante et la plus difficile invention humaine. Comme on le verra dans cet article, elle ne pourra être qu'une invention géopolitique. A tel point que l'avenir ou bien sera l'essor d'une réunification géopolitique, ou bien ne sera pas. Il est plus qu'intéressant de voir et comprendre la complexité coréenne au-delà des clichés et de la joute verbale entre Kim Jong-Un et Donald Trump !

Mots-clés : politique étrangère, Corée du Nord, Corée du Sud, réunification.

SUMMARY

North Korea must change because the world is dynamic. The future time is different at least from the present moment to the extent that its relationships essentially something. North Korea's foreign politics is dominated by the same kind of fatalities and alternatives like those encountered many years ago. Now there are changes. The reunification of both Koreas is not a product of chance or hidden forces that they do not know about it. Some extraordinary events, such as the Kim Jung-un meeting of with his South Korean counterpart Moon Jae-In, can change the nature of challenge between both Koreas. However, the stakes are very important so that no speculations are allowed reasoning. This research paper seeks to lighten the relationship between North and South Korea objectively, realistically and logically in a more objective and realistic way. Since they are facing their future on a global scale, they should take care of that. What the future is going to be most important and difficult than any human invention. As we will see that in this paper, it could not only be a geopolitical invention. As far as, it is a complex matter. We should consider this problem beyond the cold war between Kim Jong-un and Donald Trump !

Keywords : foreign politics, North Korea, South Korea, reunification

INTRODUCTION

Le monde n'a cessé de devenir plus petit et ne cessera de se réduire, toujours plus rapidement, par rapport au nombre, à la puissance et aux aspirations géopolitiques des Etats. Parler de la réunification coréenne aujourd'hui n'est donc pas simplement exprimé un vœu pieux ou faire de la rhétorique, mais purement et simplement reconnaître une réalité en mouvement qui demain sera encore plus forte et plus évidente. Si les deux Corées doivent redevenir une, leur destin géopolitique ne pourra être qu'un seul.

Un seul destin géopolitique pour les deux Corées, un seul pour toute la population coréenne. Naturellement, des diversités fort appréciables continuent à exister entre les deux Corées et pour ce qui concerne la politique étrangère Nord-coréenne, la coupure de ces liens avec le sud risque de ne plus être pensable. Elle jetterait tout l'édifice Nord-coréen dans le chaos ce

que la Corée du sud ne peut vouloir. Car, la Corée du sud a beaucoup plus intérêt à ce que le Nord progresse et fonctionne bien, pour que le chemin géopolitique menant vers la réunification soit dégagé vers un avenir meilleur. Voilà une évidence géopolitique à reconnaître au plus tôt possible.

Aux dirigeants Nord-coréens de comprendre qu'ils sont arrivés à un point de l'aventure géopolitique où savoir, pouvoir et vouloir, combinés, peut donner à leur politique étrangère les clés du futur. C'est à eux d'apprendre à les utiliser dans le sens de la réunification et du progrès. Seule une grande perspective géopolitique peut permettre à la Corée du Nord de se situer dans la position qui est la sienne, au sommet de l'histoire de son existence comme Etat, et celle-ci dans la place marginale qu'elle occupe dans l'évolution géopolitique de l'ordre régional.

Les motivations qui poussent un Etat à se doter ou non d'armes nucléaires sont ainsi diverses. Les armes nucléaires ne sont pas seulement des outils au service de la sécurité nationale ; elles sont aussi des « objets politiques d'une importance considérable dans les débats intérieurs et les luttes bureaucratiques internes », des armes permettant de garantir la sécurité du régime tout autant que la sécurité nationale. Dans le cas Nord-coréen, elles sont devenues de véritables armes identitaires, des armes politiques qui renforcent la légitimité du régime, accroissent l'autorité du dirigeant, consolident le système héréditaire, légitiment les sacrifices de la population, renforcent la cohésion interne du pays et stimulent le moral national.

Elles sont aussi, avec les avancées du programme balistique, un des rares succès dont le régime Nord-coréen peut se vanter auprès de sa population. La communication officielle du pays, avant et après les essais nucléaires, est d'ailleurs avant tout tournée vers sa propre population, plus que vers la communauté internationale. À l'inverse, l'extraordinaire résilience de la Corée du Nord a été sous-estimée par les analystes occidentaux, contrairement aux analystes chinois. Les analyses chinoises, elles, alternaient entre « survie et prospérité ». Non seulement le régime a réussi sa transition politique à la mort de Kim Jong-Il en décembre 2011, et ainsi assuré une autorité et une légitimité au jeune dirigeant Kim Jong-Un, mais l'économie

Nord-coréenne, malgré les sanctions et les embargos commerciaux, est parvenu à poursuivre son développement.

Ce travail s'attache à en décrire les intérêts et motivations de nature interne ainsi que les enjeux pour les pays extérieurs. Il analyse enfin le récent rapprochement intercoréen, et s'interroge également sur la portée de la rencontre entre le président des Etats-Unis et le leader nord-coréen.

I. UNE POLITIQUE ETRANGERE AUX EQUILIBRES INCERTAINS

Le but de la politique étrangère est de s'attaquer aux causes et non pas aux symptômes. Nous sommes dans un monde où tout le monde voit tout le monde, où tout le monde peut communiquer avec tout le monde, où l'intimité souveraine est de moins en moins possible. C'est sur cette base que s'est construite la mondialisation, c'est sur cette base que les Etats sont dépossédés, voire dépassés, par les initiatives individuelles, c'est sur cette base aussi que l'on peut construire une gouvernance mondiale, c'est-à-dire cette participation active de tous à la prise en charge d'enjeux sociaux globaux.

La Corée du Nord a de moins en moins de maîtrise sur les processus politiques, sociaux, économiques, culturels qui prolifèrent dans la péninsule coréenne. D'abord parce qu'une puissance s'exerce d'abord sur des Etats, et beaucoup plus difficilement sur des sociétés. Elle oublie, en outre, qu'un pôle n'est pas seulement une puissance : il suppose une capacité d'attraction, il n'y a de pôle que là où il y a des dynamiques centripètes, c'est-à-dire une capacité réelle de la puissance de se doter de tout un réseau satellitaire. Lorsque la menace frontale tend à disparaître, les stratégies de protection qui conduisaient à s'insérer dans l'orbite d'une grande puissance s'amenuisent aujourd'hui au profit d'un désir de plus en plus marqué d'autonomisation.

Dans la nouvelle configuration internationale et régionale, la Corée du Nord ne cesse de perdre un nombre incroyable de positions, de pouvoir et de contrôle. Tout cela peut être attribué au radicalisme de sa politique étrangère, mais nous croyons surtout que cela tient à la caractéristique dominante du nouvel ordre international, dominé par ses dynamiques

d'autonomisation, méfiant à l'égard des hégémonies de toute nature, contestataire, décentralisé, régionalisé. D'un ordre de la stabilité hégémonique, nous évoluons aujourd'hui vers celui de l'instabilité hégémonique.

Un des aspects les plus sensibles de la politique étrangère Nord-coréenne est de penser l'articulation entre ses rapports avec la Corée du Sud, entre les exigences géopolitiques de la réunification et l'environnement international. La Corée du Nord est de plus en plus en marge de la gouvernance mondiale : elle ne fait pas partie, ou pas encore, de l'OMC ; elle a une attitude souvent souverainiste et sourcilleuse en ce domaine, elle est aussi orpheline de la Guerre Froide et de ses menaces nucléaires d'autrefois, dont elle n'a pas fait véritablement le deuil. Tout cela pousse les dirigeants Nord-coréens à réinvestir dans l'initiative diplomatique traditionnelle. Compte tenu de ce profil, il y a la crainte que la Corée du Nord envisage la réunification conformément à la vieille grammaire de la diplomatie bismarckienne qu'en soutien à ces formes nouvelles de gouvernance mondiale.

Pour gagner en consistance diplomatique, la Corée du Nord devra faire de plus en plus de concessions à l'idée et à la pratique de la réunification. Un comportement diplomatique et militaire traditionnel allait être possible, surtout si la Corée du Nord était aussi une puissance économique et diplomatique. Mais elle ne cesse de devenir un Etat de plus en plus pauvre, de plus en plus incertain, de plus en plus inefficace. Elle est incapable de faire face à des exigences géopolitiques de son insertion dans le jeu international, pour gagner son insertion, elle doit accorder une attention plus soutenue à la réunification qu'à toute forme de construction plus ou moins imaginée de sa sécurité nationale.

Il faut que sa politique étrangère soit repensée de façon plus conciliante que politico-militaire. Privilégier ces rapports avec la Corée du sud ne doit plus être un discours du domaine de l'utopie ni de l'idéalisme, mais de celui d'une analyse des mutations réellement subies par la vie internationale. Une diplomatie qui s'en rend compte est une diplomatie gagnante. Une diplomatie qui ne le voit pas est une diplomatie qui s'essouffle. Or, la Corée

du sud en a pris conscience avant : elle construit sa politique étrangère, mettant de plus en plus les relations intercoréennes au centre de tout. Pendant que la Corée du Sud joue un rôle actif dans l'arène internationale, la politique étrangère de la Corée du Nord reste imprévisible.

Le leader Nord-coréen ne semble pas croire à la diplomatie. Il semble construire une politique étrangère non plus fondée sur la puissance, mais sur la contestation. Elle crée aussi une situation de nuisance qui pèse grandement sur le jeu diplomatique régional. Il y a lieu de repenser, de réinventer et de réimaginer cette politique étrangère à tendance contestataire, mais dysfonctionnelle à long terme.

II. DEFIS D'ISOLEMENT OU DE MARGINALISATION

Le nouveau jeu international exige que les politiques étrangères des Etats soient en contact avec les autres acteurs de la politique internationale. L'isolement de la Corée du Nord a toujours été à la base de sa radicalité. Pour éviter, l'isolement et la marginalisation de la Corée du Nord, il faudrait que sa politique étrangère ne conduise pas à la compétition de puissances et à la confrontation, mais à l'interdépendance et l'interpénétration intercoréenne. C'est une erreur de vouloir réintroduire, souvent de manière artificielle et excessive, les formes anciennes de conflictualité. Car, une telle politique étrangère, risque de rester de plus en plus dangereuse. Elle est inaudible, peu crédible au regard du nouveau contexte international.

La Corée du Nord a besoin d'interdépendance, ne serait-ce que pour survivre. Par le choix contestataire, elle cherche à créer les conditions de sa rentrée dans le jeu international et de son acceptation comme partenaire, comme déjà les précédents épisodes (1994) l'avaient révélé. Ses interlocuteurs tendent en ce moment à jouer le jeu inverse, renforçant un peu plus l'isolement de Pyongyang, croyant avec beaucoup d'illusions que cette attitude pourrait conduire le système Nord-coréen à changer.

Dès lors, si une réforme positive du système international peut aider à décrier cette contestation, il faudrait que cette réforme puisse aller bien au-delà d'une simple adaptation institutionnelle.

En effet, la belligérance n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était hier, une compétition de puissance. Elle s'inscrit principalement maintenant dans les rapports entre faibles ou entre faibles et forts. Par ailleurs, elle implique de plus en plus les sociétés, s'éloignant autant de ce qu'était autrefois le combat entre monstres froids. En fait, elle n'oppose plus comme jadis des égaux, mais des protagonistes différents et de poids dissemblables : autant de facteurs qui donnent à l'humiliation un rôle particulièrement aigu... En fait, on s'oppose désormais sur une rivalité de statut plus que sur une concurrence de puissance.

A la Corée du Nord de comprendre aussi que le monde a changé, il est de son avantage de penser son insertion dans la politique internationale que de pratiquer une diplomatie d'auto-isollement et d'automarginalisation. Vouloir être écarté de la logique de l'interdépendance risquera un jour de conduire ce pays vers une catastrophe à la fois diplomatique et géopolitique. La Corée du Nord ne voit pas venir ce nouveau monde. La Chine qui est devenue le porte-voix de la Corée du Nord sur la scène internationale est hostile à un changement de régime comme à une réunification compte tenu des modifications que cela impliquerait sur le plan régional. La réunification, les rapports harmonieux entre les deux Corées ne peuvent se faire que par la voie du dialogue, de la négociation¹.

Il y a un certain retrait par rapport aux formules extrêmement brutales qu'il avait employées lors du dernier épisode Nord-coréen. C'est peut-être aussi l'expression d'un certain embarras. Le fond du problème est assez simple : la communauté internationale ne dispose pas d'un traitement face à ce genre de crise. Elle n'a pas les moyens d'empêcher un Etat d'accéder au rang de puissance nucléaire.

L'erreur de Donald Trump est d'avoir trop parlé, de s'être trop avancé, d'avoir exprimé des menaces qui se retournaient contre lui. Maintenant, il est obligé d'admettre par des formules rhétoriques plus ou moins bien choisies qu'il ne peut pas grand-chose.

¹ KORINMAN M., « Le Nord aura-t-il, à terme, perdu le Nord ? », dans *Outre-Terre*, n° 39, 2014, pp. 8-28.

Lors de son septième congrès qui s'est tenu en mai 2016, le Parti du travail de Corée a affirmé que le gouvernement continuerait à intensifier la production de ses armes nucléaires tant que les menaces des forces impérialistes ne disparaîtraient pas dans la péninsule coréenne. Il a en outre souligné qu'il n'utiliserait l'arme atomique qu'en cas de violation de sa souveraineté territoriale. Toujours durant cette réunion, Pyongyang a fortement insisté quant à sa position de puissance nucléaire et a fermement rejeté l'idée d'une dénucléarisation ; le but étant de conserver sa position indépendante et autonome face aux forces étrangères.

Contrairement aux autres États considérés comme déviants par le géant américain, le régime Nord-coréen ne se cache pas de ses progrès dans le nucléaire ; il démontre même par le biais de ses essais qu'il n'est pas prêt à se laisser intimider par la première puissance militaire mondiale.² Cette particularité de la Corée du Nord lui confère une importance qu'elle ne posséderait pas autrement et lui permet, en s'affichant aussi directement, de réduire les risques d'attaque via le tabou du nucléaire. Refusant catégoriquement une absorption forcée par son voisin sud-coréen sous l'égide américaine, Kim Jong un tape du poing sur la table pour se faire entendre dans les négociations ; le poing étant ici matérialisé par ses essais nucléaires de 2006 et de 2009.

Si la Chine s'obstine à faire affaire avec ce voisin instable et ambivalent, c'est parce que la perspective d'un arrêt des échanges aurait pour conséquence immédiate la chute de Pyongyang. En effet, privé d'un partenaire économique vital et d'un allié politique de taille contre les sanctions américaines, le régime Nord-coréen serait destiné à une faillite inévitable.

Cette faillite aurait des conséquences importantes pour la Chine car outre les afflux massifs de réfugiés dans le Nord-Est de son territoire, elle risquerait aussi de faire face à une absorption de la Corée du Nord par la

² DU PUYTISON G., « Perspectives économiques et survie de la Corée du Nord », dans *Monde chinois*, n° 44, 2015, pp. 27-40.

Corée du Sud. Or, une Corée unifiée et soutenue par l'allié américain pourrait bouleverser l'équilibre de la région en défaveur de Pékin.³

Le Japon entretient pour sa part une relation beaucoup plus complexe et conflictuelle avec la Corée du Nord. Il s'agit probablement du pays de la région possédant la position la plus ambivalente à l'égard du régime Nord-coréen. En effet, le passé colonial japonais et les vexations multiples subies par le peuple coréen qui sont allées jusqu'à la privation totale de son identité, ont considérablement joué dans l'élaboration de la doctrine de « Juche » nord-coréenne.

Nous pourrions alors supposer qu'il n'est pas dans l'intérêt du Japon que Pyongyang s'écroule subitement car il devrait faire face à un accroissement considérable de sa population d'immigrés Nord-coréens, susceptibles de déstabiliser d'autant plus le pays. Ce scénario provoquerait consécutivement un accroissement du sentiment de défiance des Japonais à leur égard mais il pourrait également modifier l'équilibre interne du pays.

En effet, de minorité stigmatisée à minorité visible, les chosensoren auraient l'occasion d'acquérir un poids politique non négligeable si leur nombre venait à augmenter subitement. La chute du régime Nord-coréen signifierait également la possibilité d'une Corée réunifiée, pouvant devenir à terme un concurrent économique redoutable ; une situation que le Japon cherche à éviter.⁴ Pourtant, le Japon durcit de plus en plus sa position et ses déclarations publiques envers la Corée du Nord. Il se range également derrière des États-Unis vis-à-vis de la menace de la dynastie Kim et du développement de son arsenal nucléaire.

En 2003, Tokyo considère ainsi le retrait de la Corée du Nord du TNP comme étant une « source principale de préoccupation ». Le gouvernement nippon a aussi déjà interrompu la majorité de ses trafics maritimes avec Pyongyang depuis 1998.

³ PERON-DOISE M., « La Corée du Nord en 2005 : décomposition ou ultimes métamorphoses ? », dans *Revue internationale et stratégique*, n°57, 2005, pp. 43-54.

⁴ COURMONT B., « La stratégie du flou de Pyongyang », dans *Revue internationale et stratégique*, n°60, 2005, pp. 9-18.

En 2009, les contre-mesures japonaises envers les essais nucléaires Nord-coréens atteignent alors leur paroxysme. La position du Japon concernant la Corée du Nord demeure donc résolument différente de celle de ses voisins. Le pays oscille entre punitions et rapprochements avec Pyongyang, ce qui a pour effet de brouiller sa politique vis-à-vis de cette dernière.

Nous retiendrons que, malgré l'opprobre jeté par Tokyo sur Pyongyang, le gouvernement nippon n'a pas intérêt à une chute brutale du régime Nord-coréen et se positionnerait donc pour l'instant plutôt en faveur d'un statu quo.

III. LES FANTASMES GEOPOLITIQUES DE LA REUNIFICATION

La question de la réunification est toujours très prégnante au sein de la population et du gouvernement sud-coréen. Ainsi, le pays œuvre politiquement en ce sens, comme en témoigne la « sunshine policy » initiée par Kim Dae Jung en 1998. Cette réunification n'est alors pas envisagée sous la forme d'une chute du régime Nord-coréen qui serait absorbé par son voisin du Sud, mais plutôt sous celle de rapprochements progressifs entre les deux Corées.⁵ Si la « sunshine policy » s'est terminée sous la présidence de Lee Myung Bak en 2007, cette idée de réunification progressive reste encore très présente, du fait des difficultés que pourrait rencontrer la Corée du Sud face à l'effondrement brutal de son voisin.

C'est la raison pour laquelle depuis 1998, Séoul abreuve Pyongyang d'une aide économique considérable.⁶ Si cette aide peut sembler contradictoire au premier abord pourquoi soutenir un régime que l'on voudrait voir disparaître ?, elle se justifie parfaitement par sa comparaison avec le coût faramineux qui résulterait d'une réunification précipitée, assumée

⁵ BONDAZ A, « Politique Nord-coréenne de la Chine : continuité dans la défense des intérêts chinois », dans *Monde chinois*, n° 32, 2012, pp. 71-80.

⁶ COLIN S., « Péninsule et incertitudes coréennes : quels enjeux géopolitiques pour la Chine ? », dans *Hérodote*, n° 141, 2011, pp. 75-97.

par Séoul. Ainsi, comme le souligne Danielle Chubb, « la crainte de voir son propre bien-être menacé »⁷ l'emporte sur la volonté de réunifier le pays.

De plus, un fossé culturel semble s'être inexorablement creusé entre les deux Corées. La Corée du Nord est restée fortement attachée à son histoire et vit dans un traditionalisme que l'on pourrait considérer d'un autre temps, alors que la Corée du Sud se projette vers l'avenir et s'est ouverte au monde globalisé dans lequel elle évolue.

Si les deux pays gardent en commun une conception très forte de l'identité coréenne et un attachement à leurs racines et traditions, ils se sont cependant engagés dans deux voies distinctes, compliquant ainsi les désirs de réunification⁸.

Ce fossé culturel était particulièrement visible lors du concert pour l'Unification qui s'était tenu à Pyongyang en 2003, durant lequel un boys band sud-coréen s'était produit devant une foule Nord-coréenne partagée entre l'incompréhension et le mépris. Il reste donc encore un long chemin à parcourir avant d'aboutir à une réunification des deux Corées. En attendant, la stratégie employée par la Corée du Sud repose sur une volonté de maintenir le statu quo actuel ; cela tant que les conditions ne sont pas optimales pour une réunification réussie et surtout, entièrement maîtrisée par Séoul. Séoul se positionne ainsi comme second partenaire économique de Pyongyang, afin de tenter du mieux qu'elle peut, de maintenir l'économie nord-coréenne à flot.

A la lumière de ces dilemmes, il apparaît évident que les négociations à six reflètent une difficulté à trouver un positionnement, tant chaque État est ancré dans ses propres préoccupations. Par conséquent, leur échec n'est pas une surprise. La Corée du Nord est une république entre la faillite et la disparition, la décrépitude et le coma institutionnel.

⁷ Anonyme, « Corée du Sud-Corée du Nord : des relations influencées par les enjeux géopolitiques locaux et régionaux », *Hérodote*, n° 141, 2011, pp. 57-63.

⁸ COURMONT B., *L'énigme Nord-coréenne*, Presses de l'Université de Louvain, Louvain, 2015.

IV. UN ETAT SOUS-ESTIME ?

La Corée du Nord est ici sous-estimée, non en termes de dangerosité nucléaire mais en tant qu'État indépendant capable d'initier une politique étrangère propre. Certes, Pyongyang ne paraît pas se conformer à une vision classique des relations internationales.

Ce n'est pas pour autant qu'il n'existe pas un raisonnement dans sa politique de va-et-vient constant entre menace et promesse de dialogue, comme les pages précédentes l'ont démontré. Cela explique assez bien le retrait de la Corée du Nord de ces négociations. Il existe un débat très dense en analyse des conflits aujourd'hui qui oppose un certain nombre de chercheurs estimant que les aides humanitaires assurent la survie du régime et ne font que prolonger la souffrance de la population ; il faudrait par conséquent les interdire complètement.

Nous souhaitons défendre ici l'autre hypothèse. Certaines ONG internationales, comme Médecins sans frontières, se sont ainsi retirées de la Corée du Nord à cause d'un manque de visibilité vis-à-vis des bénéficiaires de l'aide. Pour autant, l'aide humanitaire apparaît comme l'un des seuls points d'entrée à un progressif recul de l'isolement dans lequel a été plongé le pays. Cette dernière ne peut pas seulement consister en une aide alimentaire ; elle peut également être énergétique, en permettant par exemple la création de centrales pour que le pays puisse acquérir son indépendance énergétique vis-à-vis de la Chine, et ainsi se défaire de cette relation de subordination qui ne fait que maintenir le statu quo dans la région.

Beaucoup d'observateurs voient la Corée du Nord comme un Etat agenouillé derrière son leader, un Etat sous-estimé, négligé et considéré par les autres comme une république de la tragédie. Tel est le regard que l'ensemble de la communauté internationale porte sur la Corée du Nord. On est d'ailleurs en droit de s'interroger : la réunification est-elle souhaitable ? En observant la situation actuelle, elle n'apparaît pas comme une solution véritablement envisageable. On pourrait dès lors songer à d'autres formes de réconciliation.

D'abord par la culture entre les deux Corées pour « dé-diaboliser » le voisin ; acte qui a commencé à s'esquisser par exemple dans les films ou dans les manuels scolaires sud-coréens, qui reconnaissent enfin le rôle des factions communistes coréennes dans la résistance contre la colonisation japonaise.

Est-ce que dans les conditions géopolitiques actuelles la réunification serait-elle une priorité ? Est-ce qu'un Etat sous-estimé peut-il être un partenaire crédible de la réunification ? La stature géopolitique de la Corée du Nord jette néanmoins une vague d'incertitude sur l'évolution prochaine de relations intercoréennes. Le discours prononcé par Kim Jong Eun le 1er janvier 2017 affiche une tentative de modifier, dans son vocabulaire, la doctrine stratégique de la Corée du Nord.

Il parle ainsi de ses ancêtres en leur ajoutant un suffixe équivalent en coréen au « isme » français : « Kim Il Sungisme » et « Kim Jong Ilisme ».⁹ Ce changement discursif relègue dans le passé et fossilise la tradition du juche. Il reste néanmoins à déterminer si ces nouvelles volontés affichées par le dirigeant nord-coréen vseront traduites en actes.

V. DIPLOMATIE DE LA RADICALISATION

Lorsque la radicalisation devient une ligne de politique étrangère, l'Etat s'embourbe dans la géopolitique du vide et ne cesse d'exister comme une puissance, ou un Etat qu'il faut compter dans la recomposition de l'ordre géopolitique régional. Mais, la Corée du Nord inscrit sa stratégie de survie vis-à-vis à la fois de l'extérieur et de l'intérieur. Depuis des décennies, ce qui est perçu comme la « politique hostile » et les « menaces nucléaires » des Etats-Unis nourrit la paranoïa des dirigeants de Pyongyang. Cette paranoïa, qui sert aussi à maintenir la population sous emprise, est d'autant plus forte qu'aucun traité de paix n'a été signé depuis 1953 et que les relations diplomatiques avec les Etats-Unis et le Japon n'ont jamais été normalisées, à

⁹ Analyse des vœux de Kim Jong un pour le nouvel an 2017 : la tentative d'élaboration d'un nouveau vocabulaire et d'une nouvelle image, mais une inquiétude persistante), The Asan institute for policy studies.

l'inverse de la Corée du Sud qui a établi des relations diplomatiques avec la Russie et la Chine au début des années 1990.

Il ne faudrait cependant pas assimiler le cas de la Corée du Nord à celui de l'Irak et de la Libye qui, après avoir abandonné leur programme d'armes de destruction massive, ont été victimes des interventions prédatrices et impérialistes des maîtres du monde. Car la Corée du Nord dispose d'une capacité d'intimidation conventionnelle qui permet de tenir en otage la Corée du Sud, alliée des États-Unis. Son programme nucléaire lui permet d'élever son seuil de dissuasion en accroissant le coût d'une éventuelle intervention militaire américaine. Pis encore : elle agite le spectre de frappes nucléaires préemptives contre des cibles américaines en cas de tentative de décapitation du régime.¹⁰

Cette dimension sécuritaire n'est cependant pas la seule motivation de la politique étrangère Nord-coréenne. Plus importante est la sécurité du régime face aux menaces internes et externes. L'histoire même de la Corée du Nord serait inséparable de cette stratégie de l'accolement du pouvoir à tout prix entre les mains du guide suprême. Les armes nucléaires sont avant tout des armes politiques qui rendent incontournables Kim Jong-un et son régime.

Ces armes, qui sont l'un des rares succès dont la Corée du Nord peut se vanter, consolident le système héréditaire et la position dynastique du dirigeant, assoient l'autorité de Kim Jong-un qui peut se présenter comme le protecteur de la nation coréenne et justifient les sacrifices consentis par la population depuis les années 1990. Elles renforcent aussi le nationalisme, la cohésion nationale et le patriotisme des Nord-Coréens en « matérialisant » l'idéologie du Juche une idéologie qui met en avant l'autonomie de la nation coréenne après des siècles d'influence chinoise puis des décennies d'occupation japonaise. Comme le rappelle l'ancien numéro deux de l'ambassade de la RPDC à Londres qui a fait défection en 2016, « Kim Jong-

¹⁰ LEONIE ALLARD, M, « Pre-empting defeat : in search of North Korea's nuclear doctrine », ECFR, novembre 2017.

un a besoin d'une garantie permanente pour protéger sa dynastie et il croit fermement que les armes nucléaires peuvent être utilisées » à cette fin¹¹.

L'institutionnalisation progressive de ces armes rend leur abandon à court terme impossible. Y renoncer brutalement reviendrait non seulement à remettre en cause la rationalité des dirigeants précédents, mais aussi à fragiliser l'idéologie du régime, ce qui conduirait à un affaiblissement en profondeur de la RPDC et à un risque d'effondrement.

Kim Jong-un s'est ainsi lancé, dès son arrivée au pouvoir, dans une course contre la montre qu'il estime avoir gagnée. Dès lors, une nouvelle séquence diplomatique peut s'engager. Aucune puissance n'envisage, pour le moment, le démantèlement ou même la suspension du programme nucléaire et balistique, Kim Jong-un ayant appelé en janvier 2019 à « produire en masse des ogives nucléaires et des missiles balistiques dont la puissance et la fiabilité ont déjà été pleinement exploitées », mais un gel des essais une décision réversible et politiquement peu coûteuse est assez logique.

De cette manière, Kim Jong-un donne le sentiment de résister à la pression internationale tout en restant maître de l'agenda et en abordant de futures négociations en position de force. Il peut dès lors se permettre de faire preuve d'une apparente modération en appelant à renouer le dialogue avec Séoul et Washington, et en se rendant pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir à Pékin.

Face à cette radicalisation, les sanctions internationales se sont amplifiées afin de contraindre la Corée du Nord à revenir à la table des négociations. Qu'elles soient multilatérales ou unilatérales, ces sanctions illustrent l'unité de la communauté internationale face à une violation du droit. Elles permettent surtout de freiner le développement des capacités nucléaires et balistiques du régime Nord-coréen en tarissant ses sources de devises étrangères.

¹¹ BADIE B., « La sanction internationale est plus associée à la puissance qu'au consensus », dans *Le Monde*, 16 décembre 2011.

VI. REORIENTATION DIPLOMATIQUE SUD COREENNE

Depuis la proclamation, en 1948, de la République de Corée et de la République populaire démocratique de Corée, la politique intercoréenne de la Corée du Sud a toujours oscillé entre incitations et sanctions, dans l'espoir d'influencer le comportement de son voisin du Nord. C'est encore le cas depuis l'élection de Moon Jae-in, qui voudrait faire de Séoul un intermédiaire entre Washington et Pyongyang afin d'éviter toute escalade militaire et de promouvoir une issue diplomatique.

Au cours de la décennie progressiste (1998-2008), les gouvernements sud-coréens successifs ont mis en œuvre une politique dite du « rayon de soleil ». Symbolisée par le premier sommet présidentiel intercoréen de 2000 et l'obtention par le président Kim Dae-Jung du Prix Nobel de la paix l'année suivante, cette politique est renforcée par son successeur, Roh Moo-Hyun, qui approfondit la coopération entre les deux pays. Le complexe industriel intercoréen de Kaesong voit le jour ainsi que la zone touristique intercoréenne du mont Kumgang, deux sites proches du 38e parallèle mais situés en territoire nord-coréen.

A la suite du second sommet présidentiel intercoréen d'octobre 2007 bien qu'un premier essai nucléaire ait eu lieu en 2006 -, les deux Corées signent de nombreux projets de coopération économique. À cette époque, le commerce bilatéral s'élève à près de 2 milliards de dollars, soit quatre fois plus qu'en 2000. La décennie conservatrice (2008-2017) voit la détérioration progressive des relations intercoréennes. Pyongyang multiplie les provocations, dont le naufrage de la corvette Cheonan, attribué au tir d'une torpille Nord-coréenne - qui entraîne la mort de plus de quarante soldats sud-coréens en mars 2010.

Sous le mandat du président Lee Myung-bak, plusieurs trains de sanctions unilatérales sont adoptés mais le dialogue reste possible. Malgré un troisième essai nucléaire au printemps 2013, la présidente Park Geun-hye se prononce en faveur de la réouverture du complexe industriel intercoréen de Kaesong temporairement fermé et trois dirigeants Nord-coréens se rendent au Sud afin de participer à la cérémonie de clôture des Jeux asiatiques. Les

essais nucléaires et balistiques de 2016 et l'absence de sanctions alternatives conduisent cependant la Corée du Sud à mettre un terme à toute coopération intercoréenne.

Lorsque le président Moon Jae-in prend ses fonctions, il n'y a plus ni commerce ni coopération, et le dialogue intercoréen est au point mort. Durant sa campagne, le candidat avait promis que l'une de ses priorités serait de se rendre à Pyongyang, que le complexe de Kaesong serait rouvert et que, sans un accord du Parlement, il s'opposerait au déploiement du système de défense antimissile américain THAAD une décision sur laquelle il n'a pu revenir, le déploiement ayant eu lieu quelques jours avant son élection.

Or, à l'évidence, le président sud-coréen n'est pas en mesure de reproduire la politique du « rayon de soleil » de ses prédécesseurs progressistes, le contexte national et régional ayant profondément changé.

La population sud-coréenne, si elle est disposée à une reprise du dialogue intercoréen, n'est plus favorable à une politique d'engagement inconditionnel. La Corée du Nord s'est nucléarisée, ce qui a accru le sentiment d'insécurité des Sud-Coréens. Les sanctions internationales limitent toute possibilité d'un engagement économique de la Corée du Nord, comme la réouverture du complexe de Kaesong. Le sentiment anti-américain s'est considérablement affaibli et une large majorité de Sud-Coréens considèrent désormais l'alliance avec les Etats-Unis comme indispensable.

Le nouveau président expose sa stratégie intercoréenne dès juillet 2017 dans un discours prononcé à Berlin. Il se fixe deux objectifs principaux : la dénucléarisation de la Corée du Nord et la mise en place d'un régime de paix. L'accent est mis sur la réciprocité et le pragmatisme dans les relations intercoréennes. Bref, la dénucléarisation n'est plus conçue comme un préalable à la reprise des discussions et une rencontre entre les deux dirigeants, « à tout moment et à n'importe quel endroit, si les conditions sont remplies et si cela permet de réduire la tension et la confrontation sur la péninsule coréenne » est jugée possible.

La participation de la Corée du Nord aux Jeux olympiques d'hiver à Pyeongchang n'était donc pas tant une initiative de Pyongyang que la

réponse à la main tendue par Séoul. Il est clair que les deux pays voulaient se servir de ce prétexte pour favoriser le dialogue. L'événement est historique dans la mesure où les athlètes Nord-coréens étaient absents des Jeux olympiques de Séoul en 1988 (rappelons qu'en novembre 1987 des agents nord-coréens avaient fait exploser un avion de ligne sud-coréen, faisant 115 victimes).

Pour la première fois, une équipe olympique commune l'équipe féminine de hockey a même pris part aux compétitions. En acceptant de se rendre à Pyeongchang, l'objectif de la Corée du Nord était d'ordre moins sportif le pays n'a remporté que deux médailles aux Jeux olympiques d'hiver depuis sa première participation aux Jeux d'Albertville en 1962 que politique, diplomatique et stratégique : politique, afin de donner l'impression à sa propre population qu'il s'agissait de Jeux coréens et non sud-coréens ; diplomatique, car envoyer des centaines d'artistes et de supporters encourager leurs sportifs contribuait à façonner les perceptions internationales du pays en « normalisant » son image ; et stratégique, parce que cette participation permettait au régime de crédibiliser sa nouvelle séquence diplomatique et de poursuivre son programme nucléaire et balistique tout en écartant la menace d'une intervention américaine.

Au-delà du dialogue intercoréen, le président Moon voulait, lui aussi, gagner du temps et réunir les conditions propices à un apaisement des tensions entre Washington et Pyongyang. La Corée du Sud a donc cherché à jouer les intermédiaires entre les deux capitales.

CONCLUSION

Etant arrivé au terme de notre réflexion sur la politique étrangère nord-coréenne dans le cadre des relations intercoréennes, il y a lieu de noter que dans cette étude radioscopique, nous remarquons que la Corée du Nord apparaît comme la dictature la plus fermée au monde. Néanmoins, elle fait, tout de même, partie de la plupart des organes de l'ONU, organisation dans laquelle elle est rentrée le 17 Septembre 1991, en même temps que la Corée du Sud suite à l'éclatement de l'URSS. La République Populaire Démocratique

de Corée (RPDC) est reconnue par la quasi-totalité des Etats et a établi des relations diplomatiques avec plus de 150 Etats.

La Corée du Nord est tout de même prise en considération à l'ONU, bien qu'il s'agisse d'une dictature ne respectant pas les droits de l'Homme, comme en témoigne l'opération de l'ONU en Corée du Nord durant l'année 2012.

Du point de vue des relations intercoréennes, nous notons qu'elle est très ambiguë, malgré le faible rapprochement constaté récemment. Cela s'explique par le fait que, depuis leur fondation, les deux régimes du Nord et du Sud déclarent représenter la Corée. L'antagonisme entre ces deux Etats est constant puisque, ces deux Etats sont juridiquement encore en guerre. En revanche, on assiste depuis les années 2000 à un dialogue plus approfondie entre les deux régimes visant l'intérêt de la nation coréenne et la paix.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Anonyme, « Corée du Sud-Corée du Nord : des relations influencées par les enjeux géopolitiques locaux et régionaux », *Hérodote*, n° 141, 2011.
- BADIE B., « La sanction internationale est plus associée à la puissance qu'au consensus », dans *Le Monde*, 16 décembre 2011.
- BONDAZ A., « Politique Nord-coréenne de la Chine : continuité dans la défense des intérêts chinois », dans *Monde chinois*, n° 32, 2012.
- COLIN S., « Péninsule et incertitudes coréennes : quels enjeux géopolitiques pour la Chine ? », dans *Hérodote*, n°141, 2011.
- COURMONT B., « La stratégie du flou de Pyongyang », dans *Revue internationale et stratégique*, n°60, 2005.
- COURMONT B., *L'énigme Nord-coréenne*, Presses de l'Université de Louvain, Louvain, 2015.
- DU PUYTISON G., « Perspectives économiques et survie de la Corée du Nord », dans *Monde chinois*, n°44, 2015.
- KORINMAN M., « Le Nord aura-t-il, à terme, perdu le Nord ? », dans *Outre-Terre*, n° 39, 2014.

LÉONIE ALLARD M., « Pre-empting defeat : in search of North Korea's nuclear doctrine », ECFR, novembre 2017.

PERON-DOISE M., « La Corée du Nord en 2005 : décomposition ou ultimes métamorphoses ? », dans *Revue internationale et stratégique*, n°57, 2005.